



Séance ordinaire du mardi 11 juillet 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le onze juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOSSI, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Séverine MONIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Zohra DIRHOSSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Jackie GALABRUN-BOULBES, Régine ILLAIRE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Jean-Pierre RICO, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Florence AUBY, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Bernard TRAVIER

Ressources - Rapports Annuels des Administrateurs - Exercice 2022 - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) relatives aux Sociétés Anonyme d'Economie Mixte Locales (SAEML) et dans le cadre de l'exercice de leur mandat, les représentants de la Collectivité présentent le compte rendu des activités de la SAEML au cours de l'exercice 2022. Huit rapports doivent ainsi être présentés, concernant les sociétés suivantes :

- ARAC Occitanie ;
- Montpellier Events ;
- occitanie Events ;
- SA3M ;
- SERM ;
- SFMA ;
- SOMIMON ;
- TaM.

Société Publique Locale (SPL) Agence Régionale Aménagement Construction (ARAC) Occitanie

Par délibération n° M2020-163 le Conseil de Métropole en date du 31 juillet 2020, a désigné Madame Coralie MANTION pour la représenter aux Assemblées Générales de la société.

La société, au capital de 1 830 000 €, est désormais détenue en 2022 à 94.69% par la Région, actionnaire principal, notamment au côté de Montpellier Méditerranée Métropole comme partenaire public (0,01%) et d'autres communes, syndicats, Communautés de communes de la Région (68 au global) pour le reste des parts. La région a cédé une partie de ses parts à d'autres communes ou syndicats :

- Conseil Départemental du Tarn-et-Garonne (0,11%) ;
- Communauté de Communes des Deux Rives (0,11%) ;
- Commune de Verdun-sur-Garonne (0,05%) ;
- Commune de Capvern (0,05%) ;
- Commune de Trèbes (0,05%) ;
- Communauté de Communes de la Haute Ariège (0,05%) ;
- Communauté de Communes de Saint Affricain (0,03%) ;
- Commune de Pamiers (0,02%) ;
- Commune Balaruc (0,01%) ;
- Commune de Gragnague (0,01%) ;
- Syndicat Mixte du Pic du Midi (0,01%).

La société est présidée depuis le 01 octobre 2021 par la Région Occitanie représentée par Madame Aurélie MAILLOLS.

La SPL ARAC OCCITANIE conçoit et réalise des opérations de construction, d'aménagement, de renouvellement urbain et d'investissement durables. Elle fait partie du groupe des entreprises publiques locales (EPL) Régionales qui ont mis en commun leurs compétences autour de deux grandes projets : l'Agence Régionale Energie Climat (AREC Occitanie), et l'ARAC Occitanie.

L'ARAC Occitanie, est l'outil régional dédié aux projets de développement en Occitanie. Elle est née du regroupement des EPL des anciennes Régions Languedoc-Roussillon et Midi-Pyrénées : la Cogemip, Midi Pyrénées Construction (MPC), Languedoc Roussillon Aménagement (LRA), Languedoc Roussillon Agence de Développement (LRAD), l'ARPE (Agence Régionale pour l'environnement).

Montpellier Méditerranée Métropole était alors actionnaire de la SPL LRAD au côté de la Région Occitanie majoritaire. C'est dans ce cadre que sa participation est désormais conduite dans la SPL ARAC Occitanie. La société ARAC OCCITANIE a en effet été créée le 6 juillet 2011 à l'initiative de la Région Midi-Pyrénées sous le nom de SPL Midi Pyrénées Construction (MPC) avec un capital de 230 000 €, détenu à 84% par la Région Midi-Pyrénées et 16% réparties à parts égales entre 16 communes appartenant au territoire Midi-Pyrénées. Le projet de regroupement des EPL a entraîné la fusion par Transmission Universelle de Patrimoine (TUP) avec effet rétroactif au 1er janvier 2020 entre la SPL MPC et la SPL LRAD, dont Montpellier Méditerranée Métropole était actionnaire et, il a été acté la réalisation du changement du nom de la structure. Cette fusion a entraîné la réalisation d'une augmentation de capital pour le porter à 1 830 K€ et accueillir de nouveaux actionnaires. Concomitamment à ces opérations, Montpellier Méditerranée Métropole s'est portée acquéreur auprès de la Région Occitanie d'une action de valeur nominale 100€ représentant moins de 0,01% du capital.

Le groupe régional est composé de deux sociétés complémentaires, la SEM ARAC et la SPL ARAC, reliées par un Groupement d'Intérêt Economique (GIE), qui interviennent en fonction de la nature du projet, du type de client et du mode d'intervention à privilégier. Montpellier Méditerranée Métropole est actionnaire de la seule SPL.

La SPL ARAC OCCITANIE a ainsi pour objet de procéder à tous actes nécessaires à la réalisation des actions ou opérations d'aménagement, de construction, permettant notamment la mise en œuvre des politiques de renouvellement urbain, de l'éducation, des transports, de la valorisation du territoire, du tourisme ainsi que tout autre domaine intéressant le développement économique et social local des territoires, ou la réalisation de mission d'ingénierie de projets et l'exploitation de tout service public à caractère industriel ou commercial ou toute autre activité d'intérêt général pour le compte de ses seuls actionnaires.

En 2022, une réorganisation a été effectuée au sein de l'agence ARAC avec la création du Groupement d'Employeur (GE) ARAC OCCITANIE. Ce GE a pour objet la mise à disposition de ses adhérents, de salariés liés au groupement par un contrat de travail. Le GE compte 2 membres :

- La SPL ARAC ;
- La SEM ARAC.

Dans le cadre de cette réorganisation, à compter du 1^{er} mai 2022, le personnel de la SPL ARAC a été transféré (par avenant) de la SPL ARAC vers le GE ARAC ; les 45 salariés ayant été transférés avec leurs congés acquis à leur date de transfert, le GE ARAC a refacturé ces congés payés chargés à la SPL ARAC.

Au 31 décembre 2022, la SPL ARAC OCCITANIE ne comptait plus que 4 personnes dont 3 en CDI et 1 PMAD.

Conformément à l'article du Règlement intérieur du GE ARAC, la SPL ARAC a fait une avance en compte courant d'un montant de 430 K€ au début de la constitution du GE.

Monsieur Aurélien JOUBERT, a été nommé Directeur Général de la SPL ARAC Occitanie à compter du 23 novembre 2020 jusqu'au 31 décembre 2028 (renouvelé le 19/12/2022).

La Région Occitanie est représentée en la personne de Madame Aurélie MAILLOLS, Présidente du Conseil d'Administration de la SPL ARAC Occitanie pour la durée de son mandat d'administrateur.

L'élection des nouveaux représentants du personnel au Comité Social et Economique (CSE) et la désignation de nouveaux délégués syndicaux ont eu lieu en juin 2022.

Les membres du CSE se sont réunis les 6 juillet, 13 septembre, 8 novembre et 13 décembre 2022.

L'AS et le CA se sont réunis 5 fois en 2022 : 24 janvier, 29 avril, 23 mai, 18 juillet et 19 décembre

L'Assemblée Générale Ordinaire s'est tenue le 29 juin 2022 pour statuer sur les comptes 2021 et le 26 juin 2023 pour statuer sur les comptes 2022.

Le résultat net 2022 s'élève à 165K€ contre 79 K€ en 2021. Le chiffre d'affaires s'établit à 9 103 € contre 7 969 K€ en 2021, en progression de + 1 134 K€ par rapport à 2021, dont :

- Des études et mandats pour le compte de la Région pour 8 079 K€ (en hausse de + 634 K€) ;
- Des opérations pour le compte d'autres clients pour 593 K€ (en hausse de 220 K€) ;
- Une concession pour un montant total de 289 K€ (en progression de 181 K€).

Les charges d'exploitation s'élèvent à 8 896 K€ en progression de + 1 014 K€ (+13%). Elles se composent notamment des achats et charges externes (1211 K€), des refacturations de charges de fonctionnement entre membres (1 472 K€, dont 969 K€ en provenance du GIE soit 46% des charges de fonctionnement du GIE, et 348 K€ au titre de la mise à disposition de personnel entre la SEM ARAC et la SPL), et des charges de personnel pour 1 969 K€ soit une baisse de 1 254 K€ s'expliquant par le transfert de la quasi-totalité du personnel sur le GE ARAC courant 2022.

Au cours de l'année 2022, la société a réalisé les principales opérations suivantes :

- Lycée La Cazotte - Sécurisation du site ;
- Lycée Anthonioz de Gaulle à Millaud- Sécurisation du site ;
- Lycée Garcia Lorca à Théza – Sécurisation du site ;
- Lycée Léon Blum à Perpignan ;
- Lycée Marie Durand à Rodilhan – restructuration ;
- Lycée Dumas à Alès – restructuration ;
- Lycée Georges Clémenceau Montpellier – restructuration ;
- Lycée René Causse à Clermont L'hérault – restructuration ;
- Lycée Jean VIGO à Millau (12) – restructuration et rénovation énergétique ;
- Lycée La Condamine à Pézenas (34) – Reconstruction de la restauration scolaire ;
- Lycée Jean Moulin à Béziers (34) – Rénovation du plateau sportif ;
- Lycée Jean Moulin à Pézenas (34) – Restructuration et extension de la restauration scolaire ;
- Lycée Federico Garcia Lorca à Théza (66) – Restructuration du gymnase ;
- Lycée Pierre de Coubertin (66) – Rénovation et optimisation énergétique des installations ;
- Lycée François Mitterrand (82) - Restructuration - Extension du lycée ;
- Lycée Michelet À Lannemazan: restructuration externat et rénovation thermique ;
- CROUS à Rodez – Construction du Restaurant Universitaire ;
- Construction du gymnase de Sommieres (34) ;
- Reconversion du stade Jules Soule ;
- Aménagement d'une zone d'activité sur les communes de Gourdoorville-Pommevic ;
- Construction d'un gymnase et d'une salle polyvalente sur la Commune d'Auterive ;
- Suivi des études de faisabilité et programmation d'un complexe sportif à Figeac ;
- Construction d'un cinéma à Foix ;
- Etudes Préliminaires d'Aménagement – Site les Bonnets et aérodrome de Muret ;
- Contrat de Prestations Intellectuelles pour l'inventaire et Orientations Patrimoniales (Martel) ;
- Faculté de Médecine à Montpellier-Travaux de réparation ;
- Lycée Pyrène à Pamiers (09) - Programme complémentaire de travaux ;
- Lycée Gallieni à Toulouse : aménagements extérieurs ;
- Fac de Médecine de Montpellier ;
- Plusieurs Etudes de faisabilité PEM sur différentes communes : Saint Ambroix, Villefort, Auch, Limoux, Gragnague ;
- Halle des Transports à Toulouse ;
- Réaménagement du Stade Jules Soulé (SEMEAC) ;
- Restructuration et extension d'un cinéma à Lavaur ;

- Plusieurs mandats de Sécurisation des sites (Joffre – Mermoz Guesde, Henri IV Mermoz Béziers, Pasteur Roussel, Lurcat Miro à Parpignan, Bloch Bousquet Valery, Gosse Jaures, Daudet – DHUODA Einstein Lamour, Ferroul King Lacroix Ruffie) ;
- Mesures compensatoires foncières pour la ligne Monrejeau/luchon.

SAEML MONTPELLIER EVENTS

Par délibération n°M2020-163 du Conseil de Métropole en date du 31 juillet 2020 et en date 15 septembre 2020, Montpellier Méditerranée Métropole a désigné Monsieur Michaël DELAFOSSE pour la représenter aux Assemblées Générales et Monsieur Cyril MEUNIER pour la représenter à la Présidence du Conseil d'Administration de la Société Anonyme d'Économie Mixte Locale MONTPELLIER EVENTS aux côtés des représentants de la Métropole suivants siégeant au conseil d'administration : Hind EMAD, Clare HART, Frédéric LAFFORRGUE et Renaud CALVAT.

Au 31 décembre 2022, le capital de la société inchangé, s'élève à hauteur de 15 833 230 €. Montpellier Méditerranée Métropole reste actionnaire à hauteur de 35,54% du capital aux côtés notamment de la Région Occitanie (37,65%) de la Ville de Montpellier (9,29%) du Département de l'Hérault (1,15%) et des actionnaires privés (16,37%). Montpellier Méditerranée Métropole détient 6 sièges sur 18 au Conseil d'Administration, dont le poste de Présidence de la société.

Au cours de l'exercice 2022, le Conseil d'Administration s'est réuni à deux reprises les 18 mai et 2 novembre 2022. L'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires s'est réunie le 16 juin 2022 pour statuer sur les comptes de l'exercice 2021 et le 21 juin 2023 pour statuer sur les comptes de l'exercice 2022.

La SAEML MONTPELLIER EVENTS exploite le Corum-Palais des Congrès-Opéra et le Zénith Sud, appartenant à Montpellier Méditerranée Métropole, sous contrat de Délégation de Service Public (DSP) pour une durée de 8 ans, du 1^{er} janvier 2020 au 31 décembre 2027. Le contrat de DSP inclut le parking du Corum dont la SAEML TaM est subdélégataire.

La société est représentée par son Président, Cyril MEUNIER, et sa Directrice Générale, Sandra VERNIER. L'effectif au 31 décembre 2022 de la société est de 56 salariés et un mandataire social.

Les deux sites d'exploitation Corum-Palais des congrès-Opéra et Zénith Sud affichent un nombre de manifestations en hausse passant de 209 manifestations à 367 en 2022. La fréquentation est également en hausse de 74% avec 387 138 participants. L'activité 2022 a été marquée par une forte reprise. L'exercice 2021 avait été fortement impacté par la pandémie de Covid-19.

La hausse de la fréquentation est très importante au Zénith Sud (+170%), l'activité Spectacles ayant été à l'arrêt au cours du premier semestre 2021. La fréquentation du Corum est également en forte hausse (+48%) en lien avec la reprise d'une activité normale en 2022.

Une analyse par marché donne les comparatifs suivants :

- Le marché du MICE (*Meeting Incentive Congress and Events*) regroupe les congrès, en forte hausse avec 92 événements ; le corporate avec 31 événements ; les 10 salons accueillis soit un total de 106 039 participants (52 165 participants en 2021 soit +103%) pour 133 manifestations (74 manifestations en 2021 soit +80%) ;
- Le marché des spectacles a pu reprendre fin d'année 2021 après une longue période d'arrêt et s'est traduit par une forte activité avec 112 événements contre 32 en 2021 ;
- Le pôle culture lié aux associations culturelles (*Opéra Orchestre National de Montpellier Occitanie (OONMO), Festival Radio France, Montpellier Danse et CINEMED*) a regroupé 122 événements. Les 3 festivals ont pu avoir lieu et l'Orchestre a pu maintenir son activité tout au long de l'année. La fréquentation est en légère baisse, l'opéra de fin d'année ayant été annulé par l'OONMO à la suite de contraintes budgétaires.

Parmi les évènements accueillis sur l'année 2022, on pourra citer les quelques manifestations suivantes :

- Congrès : *Association Progress du Management, Floating Offshore Wind Turbine, World Congress of the International Society for the Study of Hypertension in Pregnancy*, ... ;
- Salons : Université du Québec, ... ;
- Spectacles au Corum : Zaz, Veronique SANSON, le lac des cygnes, Casse-noisette, Paul MIRABEL, ... ;
- Programmation Culture : Cinemed, Festival Radio France, Festival Montpellier Danse, José MONTALVO (Montpellier Danse), Opéra Tosca, Beethoven Intime, Aida, Amadeus Live (OONMO) ;
- Spectacles au Zénith : Concert Z Events, DUTRONC & DUTRONC, Amir, Grand Corps Malade, Gad ELMALEH, Inès REG, Grand Bleu, Disney en concert, ...

Pour l'activité des deux sites, le chiffre d'affaires de 12 724 K€ est en hausse de 50% par rapport à 2021 en lien avec la reprise d'activité et la fin de la pandémie Covid-19.

Le chiffre d'affaires se répartit à 89.5% pour le Corum et 10.5% pour le Zénith Sud.

Le total des produits d'exploitation s'élève à 13 342 K€ (contre 9 589 K€ en 2021) pour un total de charges à 12 127 K€ (8 462 K€ en 2021). Le résultat d'exploitation s'établit donc à 1 215 K€ (1 127 K€ en 2021).

Les charges ont augmenté en lien avec la croissance de l'activité et à la suite de la fin des mesures de chômage partiel et l'absence d'aides du fonds de solidarité.

Les capitaux propres de la société ont augmenté en évoluant de 15 612 K€ en 2021, à 16 714 K€ en 2022, pour un capital de 15 833 K€, améliorant progressivement la situation financière et affichant pour la première fois depuis de nombreuses années une reconstitution du capital.

Les redevances versées à la Métropole, dans le cadre de la délégation de service public, s'élèvent à 1 222 K€ contre 967 K€ en 2021.

Conformément à l'accord d'entreprise de 2011, la participation des salariés s'est élevée à 348 K€ (429 K€ en 2021).

Le résultat de la société pour l'exercice 2022 est positif à hauteur de 1 102 K€, à comparer à 1 358 K€ en 2021 (dont 1.6M€ d'aides salariales et fonds de solidarité). Le décalage du programme d'investissements et donc de la charge d'amortissement de la société, en lien avec la pandémie, permet notamment l'affichage de cet excellent bénéfice.

Par ailleurs, en terme d'obligation d'entretien et de réparation la provision annuelle a été constituée pour 369 K€ conformément au contrat de DSP. Le montant des travaux d'entretien s'élève à 1 364 K€ depuis le début de la DSP, laissant le solde du compte de renouvellement à 285 K€ à fin décembre 2022.

Les investissements en biens de retour, se sont élevés à hauteur de 596 K€ sur l'année 2022.

Le dispositif de garantie congrès mis en place par la Métropole a permis une reprise des manifestations avec un soutien et une incitation au report. 19 congrès ont bénéficié du dispositif pour un montant d'aide apporté par la Métropole en 2022 de 167 K€, ce qui représente 11 000 congressistes et 23 000 nuitées. Dans le cadre des perspectives, ce dispositif est prolongé jusqu'au 31 décembre 2023.

Au cours de l'exercice 2023, les activités de la société Montpellier Events s'étendent avec la création d'une filiale « *Toulouse Congres* » pour gérer et exploiter le centre de Congrès Pierre-Baudis et les espaces Vanel à Toulouse. Cependant la société n'échappera pas aux impacts de la crise énergétique mondiale, avec une

possible hausse jusqu'à près d'1M€.

SPL OCCITANIE EVENTS

Par délibération n°M2020-163 du Conseil de Métropole en date du 31 juillet 2020, Montpellier Méditerranée Métropole a désigné Monsieur Cyril MEUNIER pour la représenter au sein du Conseil d'Administration et aux Assemblées Générales de la SPL OCCITANIE EVENTS.

La Société Publique Locale (SPL) OCCITANIE EVENTS dispose d'une délégation de service public relative à l'exploitation du Parc des Expositions et de la Sud de France Aréna de la Région Occitanie depuis le 1^{er} janvier 2019, pour une durée de 8 ans. L'année 2022 est donc le quatrième exercice de la SPL OCCITANIE EVENTS.

Au cours de l'exercice 2022, la SPL OCCITANIE EVENTS a procédé à une augmentation de capital afin de restaurer ses fonds propres et sa capacité à investir compte tenu des difficultés économiques en lien avec la crise sanitaire ayant fortement impacté les années 2020 et 2021. L'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires s'est réunie le 15 mars 2022 pour valider l'augmentation de capital de 5 M€ pour le porter de 1.5 M€ à 6.5 M€. Seul le Département n'a pas souhaité participer à l'augmentation de capital.

Par conséquent, au 31 décembre 2021, le capital s'élève à hauteur de 6 466 000 €. Montpellier Méditerranée Métropole est actionnaire avec 43 actions soit 0,67% du capital aux cotés de la Région Occitanie, majoritaire avec 6 327 actions soit 97,85%, de la Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or (0,67%), de la Ville de Pérols (0,67%) et du Département de l'Hérault (0,15%).

Au cours de l'exercice 2022, le Conseil d'Administration s'est réuni à trois reprises les 20 avril, 21 juillet et 7 décembre. L'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires s'est réunie le 16 juin 2022 pour statuer sur les comptes de l'exercice 2021 et le 16 juin 2023 pour statuer sur les comptes de l'exercice 2022.

La société est présidée par Marie-Thérèse MERCIER, représentante de la Région Occitanie et dirigée par son Directeur Général, Cédric FIOLET. L'effectif de la société est de 59 salariés au 31 décembre 2022 et un mandataire social.

Le début d'exercice a été perturbé par les mesures sanitaires encore en vigueur qui ont restreint l'accès du public aux manifestations durant les premières semaines avec un retour à la normale à compter du 8 février. Comme toujours le quatrième trimestre a été le plus intense et représente plus de 62% du chiffre d'affaires (CA HT) 2022.

Sur l'année 2022, il y a eu 115 évènements avec 128 sessions (108 MICE, 4 Salons autoproduits, 16 Spectacles) contre 75 en 2021 (100 en 2019) ; et 680 636 visiteurs ont été accueillis (798 589 visiteurs en 2019 et 342 582 visiteurs en 2021).

Le Pole Salons représente un tiers du CA HT (5,2M€), la 1^{ère} édition de la Foire de printemps a été un succès, même si l'objectif de CA HT n'a pas été atteint.

Le Pôle MICE s'est encore développé, il représente 61% du CA HT de la société soit 10,2M€ et 64% de la fréquentation des équipements.

La stratégie d'accompagnement mise en œuvre pour capter et installer des évènements potentiellement récurrents a permis l'installation de 8 nouveaux évènements au Parc Expo (salon des plages, salon des loisirs créatifs, 2 congrès avec expo, salon des métiers de bouche, festival du jeu vidéo, salon du meilleur de l'agriculture et de la mer Sud de France, salon de l'écologie Ad Natura).

Sur le segment du Sport, l'activité a été atypique et très soutenue cette année avec l'accueil du championnat

du monde de patinage artistique au mois de mars, 2 matchs de préparation de l'Euro de basket et 2 matchs de l'équipe de France de volleyball cet été ainsi que 3 matchs du MHB.

Le marché Corporate des conventions d'entreprise a connu une très belle année.

L'activité Spectacle n'a vraiment redémarré qu'à compter de mars 2022 (le spectacle des restos du cœur en janvier a été enregistré à huis clos). Toutefois après 2 ans de crise, les artistes ont été heureux de repartir en tournée et l'Aréna a affiché une programmation riche et diversifiée, essentiellement concentrée sur le dernier trimestre.

Pour l'activité des deux sites, le chiffre d'affaires s'établit à 16.4 M€ en hausse de 84% par rapport à 2021 (8.9 M€) et en hausse de +3.5% par rapport à l'exercice de référence 2019 (15.8M€). Le total des produits d'exploitation s'élève à 16 759 K€ (9.5 M€ en 2021). Dans les autres produits figurent notamment la redevance liée au naming de l'Aréna (330 K€).

Le total des charges d'exploitation s'élève à 15 650 K€ (10 567 K€ en 2021).

- Les frais de personnel affichent une augmentation (+20% +0.6M€) liée aux nouvelles embauches, ainsi qu'à la rémunération variable en hausse suite aux objectifs atteints ;
- Les autres achats et charges externes en augmentation de 3.6M€ principalement due aux frais de maintenance et aux fluides en lien avec l'accroissement de l'activité.

L'exercice 2022 a permis de distribuer une participation aux salariés à hauteur de 227 K€ (79 K€ en 2021).

Les redevances versées à la Région Occitanie dans le cadre de la délégation de service public, s'élèvent à 1 050 K€ contre 576 K€ en 2021.

Le résultat net enregistre un bénéfice record de 900 K€ (315 K€ en 2021).

Des investissements ont été réalisés pour près de 400 K€ et concernent notamment des installations d'éclairages leds des halls du Parc des Expositions, une nouvelle GTC, des équipements informatiques, des équipements d'exploitation, une fresque de MIST, ...

Les dépenses de renouvellement se sont élevées à 254 k€ (baies et onduleurs, système de contrôle d'accès, matériel d'exploitation divers tels que des manges debout, chaises, micros, ...). Les dépenses de renouvellement sur l'exercice et cumulées à fin 2022 s'élèvent à 1 M€ et font l'objet d'une provision contractuelle.

Grace à l'augmentation de capital, les capitaux propres de la société s'améliorent passant de -1 538 K€ à fin 2021, à 4 335 K€ à fin 2022.

Les Prêts Garantis par l'Etat (PGE) versés en septembre 2020 (1.9 M€) et au 1^{er} trimestre 2021 (1.9 M€), ont été remboursés en septembre 2022 (1.9 M€) et en mars 2023 (1.9 M€).

Pour les perspectives 2023, le niveau d'activités est très prometteur ; cependant bien que des mesures d'économie de la consommation énergétique du complexe évènementiel soient mises en œuvre, les nouveaux tarifs relatifs à l'énergie, applicables au 1^{er} janvier 2023, entraîneront une hausse de plus d'1 M€ par rapport à 2022 ; par conséquent le résultat pourrait être déficitaire bien que le chiffre d'affaires attendu atteigne un niveau historique aux alentours de 18 M€.

SPL SA3M

Par délibération n° M2020-163 du Conseil de Métropole en date du 31 juillet 2020, Montpellier Méditerranée Métropole, a désigné Monsieur Michaël DELAFOSSE pour la représenter au Conseil d'Administration et à l'Assemblée Générale de la Société Publique Locale (SPL) de la Société

d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), aux côtés des représentants de la Métropole suivants siégeant au conseil d'administration : Madame Hind EMAD, Messieurs Hervé MARTIN, Roger-Yannick CHARTIER, Arnaud MOYNIER, Génès BALAZUN, Stéphane CHAMPAY, Michel ASLANIAN et Jean-Pierre RICO.

Au 31 décembre 2022, le capital social de la SPL SA3M reste inchangé à hauteur de 1 770 000 €.

Montpellier Méditerranée Métropole détient 50,79 % des parts. A ce titre, elle occupe 9 sièges sur 18 au Conseil d'Administration de la société. La société est présidée par Michael DELAFOSSE représentant la Métropole.

La Ville de Montpellier détient 22,60 % du capital, aux côtés de la Région Occitanie (10,06%), des Communes de Lattes (1,69%), Castelnau-le-Lez (1,13%), Baillargues, Castries, Clapiers, Cournonterral, Grabels, Jacou, Juvignac, Le Cres, Pérols, Saint Jean de Védas, Saint Georges d'Orques, Vendargues, Villeneuve-lès-Maguelone (0,85% chacune), et des communes de Cournonsec, Lavérune, Prades-le-Lez et Sussargues (0,68% chacune).

Il existe ainsi 22 actionnaires publics au sein de la structure, 5 collectivités siègent par leurs représentants au sein du Conseil d'administration, 17 collectivités sont représentées par une assemblée spéciale, et 17 censeurs participent également au Conseil d'administration.

L'objet social des statuts de la SA3M a été modifié lors de l'AGE du mars 2022, en élargissant son objet social à la transition énergétique, et donnant la possibilité pour SA3M d'apporter une offre globale de service notamment en termes de production et distribution d'énergie principalement d'origine renouvelable ou de récupération, d'efficacité énergétique et de rénovation thermique du bâtiment.

Le Conseil d'Administration s'est réuni quatre fois en 2022 : les 10 février, 24 mars, 25 mai 2021 et le 27 juillet. L'Assemblée générale Extraordinaire modifiant les statuts de SA3M s'est tenue le 1^{er} avril 2022 et celle statuant sur les comptes 2022 s'est tenue le 22 juin 2023.

Au 31 décembre 2022, l'effectif de la société est de 13,2 ETP. Le Directeur Général, Monsieur Cédric GRAIL a été nommé le 15 septembre 2021, pour une durée de 5 ans.

La SA3M fait partie d'une Unité Economique et Sociale aux côtés de la société publique locale SERM et du GIE SERM-SA3M. En 2022, les deux entités du Groupe SERM-SA3M se sont rapprochés d'ACM Habitat par la constitution d'une société de coordination ALTEMED créé le 29 décembre 2022, au capital social de 100 000 €.

ALTEMED regroupe trois entités respectivement dédiées à la production de logements sociaux, à l'aménagement et à la politique énergétique sur le territoire métropolitain : ACM, SERM et SA3M. La SA3M est devenu actionnaire d'ALTEMED à hauteur de 5%, au côté de la SERM à hauteur de 40% et d'ACM à hauteur de 55%. Il n'y a pas eu de flux financiers sur 2022.

Le groupe a ainsi défini un plan d'action stratégique, résilient, axé sur divers objectifs tels que celui de favoriser une approche intégrée et transversale des activités immobilières, énergétiques et d'aménagement, en coordination avec d'autres bailleurs sociaux présents sur le territoire. Il s'agit de renforcer les synergies entre les 3 entités, de consolider financièrement la structure financière du groupe afin d'offrir une capacité d'intervention inédite au service du territoire, comme de développer un partenariat renforcé avec les 31 maires de la Métropole.

Le résultat net 2022 après Impôts sur les Sociétés (IS) et Epargne Salariale du groupe SERM-SA3M-GIE termine bénéficiaire à 6 824 K€ contre 6 163 K€ en 2021 soit une hausse de + 661 K€ (soit +10%) par rapport à 2021. L'Epargne salariale globale est de 1 074 K€ (en baisse de - 724K€) et l'IS s'affiche à

2 258K€. L'effectif moyen du groupe est de 146 en 2022 (contre 129,1 en 2021).

La SPL SA3M s'est attachée à poursuivre ses activités d'aménagement, d'urbanisme d'environnement, et de développement économique pour le compte de ses actionnaires en 2022.

Le résultat net global à la clôture de l'exercice est en baisse de -842 K€ soit -44% par rapport à 2021, il s'élève ainsi à 1 053 K€, (contre 1 896 K€ en 2021). Les capitaux propres de la SA3M, dont le capital social avait été entièrement reconstitué à fin 2016, s'élèvent ainsi à 8 502 K€ à fin 2022. Le total du bilan s'élève à 222 M€.

Le montant des dettes bancaires s'élève à 141 M€. On note un recours à l'emprunt de 25 M€ pour couvrir les investissements nécessaires aux concessions d'aménagement et en parallèle, un remboursement des emprunts à hauteur de 30 M€.

Le chiffre d'affaires généré sur l'exercice 2022 est de 84 018 K€ (contre 50 358 K€ en 2021). Au cours de l'année 2022, la SA3M s'est vue confier 4 nouveaux mandats (Mandat de la Maison du numérique avec la Commune de Castelnau-le-Lez, Hôtel des sécurités avec la Ville de Montpellier, Mandat d'études et de construction de l'extension du Musée Fabre avec la Métropole et Mandat de la Halle des sports avec la Métropole).

Le chiffre opérations, représentant les dépenses d'investissement de l'exercice, termine à 108,6 M€ TTC en 2022 (dont 33,6 M€ HT d'acquisitions) contre 103,8 M€ TTC en 2021. Le montant des acquisitions a doublé par rapport à 2021, et concernent principalement la Restanque, la Mosson, Ode à la Mer et République.

L'activité aménagement de la SPL SA3M a engendré un résultat d'exploitation de l'ordre de 1,9 M€.

Le montant des dépenses de personnel s'élève à 975 K€ contre 702 K€ en 2021, en hausse de +38% liée à des recrutements sur 2022

Le montant de la trésorerie s'élève à 8 339 K€ en 2022.

La SA3M a notamment effectué diverses opérations :

- Des mandats d'études :
 - o Pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole (*Arceaux Peyrou Foch Préfecture, Réalisation de la phase 1 du cimetière métropolitain Grammont, Médiathèque Zola, Equipements sportifs 3M, NPNRU Mosson, PRIR Cévennes, Rénovation thermique, Mijoulan Naussargues, Requalification Lauze, Démolition Tour Assas, Mise en valeur et embellissement de l'espace urbain comédie esplanade triangle, Mandats d'études de faisabilité pour la Halle de Sports, Salle de Hand, Parc Artisanal Sussargues, OPAH CD Mosson, Sablassou 2, Réalisation des Aires d'accueil permanent et de grands passages, ZAC Ricardo BOFILL (ex Pagezy), Nouveaux parc d'activités, Réalisation Cité des Arts, Requalification PAE Multi sites, Extension du musée Fabre, Extension et rénovation Centre de tri Demeter ;*
 - o Pour le compte de la Ville de Montpellier (*Archives municipales, Bouisses Grezes, Etudes CAVALADE, Réhabilitation du skate park de Grammont, Aménagement secteur Grammont et Sud Grammont Réhabilitation du parc zoologique de lunaret, Réhabilitation Serre Amazonienne, Mise en accessibilité du patrimoine immobilier bâti communal*) ;
 - o Pour le compte de la Communes de Sussargues (Cœur de Village),
- Des concessions d'aménagement pour le compte de :
 - o Montpellier Méditerranée Métropole (*Extension Hippocrate, ZAC Descartes, ZAC Nina Simone, Parc 2000 2^{ème} Extension, Ode à la Mer Consolidé, Quartier Cambacérès, ZAC 2 et*

ZAC 3, Hall de l'Innovation, Quartier Lauze Est, NPNRU Mosson, Parc Artisanal Sussargues, , Cévennes) ;

- o Ville de Montpellier (Nouveau Grand Cœur, *NGC Consuls IV, NGC Opération Carré Sainte Anne, Beausoleil ZAC Delmas, ZAC de la Restanque, ZAC du Coteau, Cité créative (ex Quartier EAI), ZAC Port Marianne République, Pompignane consolidé, Hauts Croix d'Argent ;*
- o La Commune de Saint Georges d'Orques (*programme centre d'Orques*) ;
- o La Commune de Clapiers (*ZAC du Castelet*) ;
- o La Commune de Castries (*ZAC des Sauredes*) ;
- o La Communes de Sussargues (*Eco Quartier des Capitelles*).

Concernant les perspectives 2023 de la société, on pourra noter les éléments suivants :

- Les opérations se poursuivent de manière importante en 2023 avec près de 127,5M€ en prévision, dont 76% en concession d'aménagement ;
- D'importantes commercialisations sont programmées pour plus de 30M€ ;
- Pour faire suite aux assises du territoire, tenues en février 2022, de nombreuses consultations de promoteurs sont également lancées pour aboutir à 8 000 logements commercialisés sur le Groupe SERM-SA3M d'ici à fin 2023 ;
- La perspective de création et d'exploitation d'un réseau de chaleur sur les quartiers Nord de Montpellier, dans le cadre de la nouvelle compétence énergie acquise depuis 2022 par la société.

SAEML SERM

Par délibération n°M2020-163 du Conseil de Métropole en date du 31 juillet 2020, Montpellier Méditerranée Métropole, a désigné Monsieur Michel ASLANIAN pour la représenter au Conseil d'Administration et à l'Assemblée Générale de la SAEML Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM) aux côtés des représentants de La Métropole suivants siégeant au conseil d'administration : Jean-Luc SAVY, Renaud CALVAT, Jacques MARTINIER.

Au 31 décembre 2022, le capital social de la SERM reste inchangé à hauteur de 1 733 K€. Montpellier Méditerranée Métropole détient 28,73% des parts. A ce titre, elle occupe 4 sièges sur 13 au Conseil d'Administration de la société.

La société est présidée par Michael DELAFOSSE représentant la Ville de Montpellier. La Vice-Présidente est Catherine RIBOT. La Ville de Montpellier détient en effet 41,38% du capital, aux côtés de la Commune de Palavas-les-Flots (0,48%) et d'un ensemble d'actionnaires privés pour un total de 29,41%.

Le Conseil d'Administration s'est réuni quatre fois en 2022 : le 10 février, le 24 mars, le 25 mai et le 27 juillet 2022. Une Assemblée Générale Extraordinaire s'est tenue le 04 mars 2022. L'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires s'est réunie le 16 juin 2022 pour statuer sur les comptes de l'exercice 2021 et le 22 juin 2023 pour statuer sur les comptes de l'exercice 2022.

En 2022, la SERM s'est attachée à poursuivre ses activités d'aménagement, de rénovation urbaine, de restauration immobilière, de construction et d'exploitation et à entreprendre des activités de construction et de gestion de logements sociaux. Ses activités participent à l'organisation et au développement de la vie économique et sociale.

La SERM compte deux activités différentes : le fonctionnement lié à l'activité aménagement, et l'exploitation du Réseau Montpelliérain de Chaud et de Froid (RMCF) en délégation de service public avec Montpellier Méditerranée Métropole ; elle réalise également des activités en lien avec l'énergie au travers de diverses filiales.

La SERM fait partie d'une Unité Economique et Sociale aux côtés de la société publique locale SA3M et du Groupement d'Intérêt Economique (GIE) SERM-SA3M. En 2022, les deux entités du Groupe SERM-SA3M

se sont rapprochées d'ACM Habitat par la constitution d'une société de coordination ALTEMED créé le 29 décembre 2022, au capital social de 100 000 €. ALTEMED regroupe trois entités respectivement dédiées à la production de logements sociaux, à l'aménagement et la politique énergétique sur le territoire de la Métropole : ACM, SERM et SA3M. La SERM en est actionnaire à hauteur de 40%, aux côtés de la SA3M à hauteur de 5%, et de ACM Habitat à hauteur de 55%. Il n'y a pas eu de flux financiers sur 2022.

Le groupe a ainsi défini un plan d'action stratégique, résilient axé sur divers objectifs tels que celui de favoriser une approche intégrée et transversale des activités immobilières, énergétiques et d'aménagement, en coordination avec d'autres bailleurs sociaux présents sur le territoire. Il s'agit de renforcer les synergies entre les 3 entités, de consolider financièrement la structure financière du groupe afin d'offrir une capacité d'intervention inédite au service du territoire, comme de développer un partenariat renforcé avec les 31 maires de la Métropole.

Au 31 décembre 2022, l'effectif de la société SERM est de 89,5 équivalents temps plein (ETP). La mise à disposition du personnel opérationnel SERM travaillant pour la SA3M s'élève à 43,9 ETP, contre 39,4 ETP en 2021. Pour rappel, le Directeur Général, Monsieur Cédric GRAIL a été nommé le 15 septembre 2021, son temps de travail étant réparti entre les entités du Groupe.

Le résultat net global de la SERM à la clôture de l'exercice s'élève à 8 106 K€ avant impôt sur les sociétés (IS) et épargne salariale, pour atteindre 5 770 K€ après ces éléments, contre 4 267 K€ en 2021. Les capitaux propres s'élèvent à 41 093 K€ (dont 9,9 M€ de subvention d'équipement afférent au RMCF) en 2022 contre 35 997 K€ pour un total bilan de 238 M€.

Le chiffre d'affaires total de l'exercice atteint 63 821 K€ contre 48 782 K€ en 2021, soit une forte hausse de 30 % s'expliquant principalement par des ventes aux abonnés du Réseau de Chaleur en hausse et des rémunérations sur les conventions d'aménagement en hausse (soit +15M€ au global par rapport à 2021).

L'activité fonctionnement de la SERM a engendré un excédent financier de 716 K€ contre un résultat de 961 K€ en 2021, soit une baisse de - 245 K€ s'expliquant notamment par une hausse des produits +10% (+1M€) moins importante que la hausse des charges +16% (+1,4M€). Les mouvements exceptionnels dont le résultat s'élèvent à 3 002 K€ sont en baisse de -293 K€ par rapport à 2021. Ils comprennent notamment les provisions pour risques sur les projets patrimoniaux concernant les filiales de la SERM ID.

Au niveau du département Energie, dans le cadre duquel la SERM exerce toujours l'activité de RMCF en Délégation de Service Public avec Montpellier Méditerranée Métropole, on note un bénéfice net après IS et Epargne salariale de 5 335 en 2022 contre 4 163 K€ en 2021 et 646 K€ en 2020, soit une variation de + 1 173 K€ (+ 28%). Les produits du Département Energies, comprenant le RMCF, sont en hausse : 21 580 K€ à fin 2022 contre 17 914 K€ en 2021. Les ventes d'énergie ont fortement progressé en lien avec l'augmentation des volumes vendus corrélée aux nouveaux raccordements, et en lien avec l'effet prix relatif aux énergies fossiles.

Le chiffre opérations, représentant les dépenses d'investissement de l'exercice, termine à 42 M€ TTC en 2022 contre 47,4 M€ TTC en 2021.

Le résultat net 2022 après IS et Epargne Salariale du groupe « *SERM-SA3M-GIE* » termine bénéficiaire à 6 824 K€ contre 6 163 K€ en 2021 soit une hausse de + 661 K€ (soit +10%) par rapport à 2021. L'Epargne salariale globale est de 1 074 K€ (en baisse de - 724K€) et l'IS s'affiche à 2 258K€. L'effectif moyen du groupe est de 146 en 2022 (contre 129,1 en 2021) soit une hausse de +13%.

La SERM a notamment effectué diverses opérations :

- Des mandats d'études pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole (Usine de Méthanisation – Amétyst), et de la Commune de Castelnau-le-Lez (EHPAD Les Muriers) ;
- Des concessions d'aménagement pour le compte de :

- o Montpellier Méditerranée Métropole (ZAC Parc 2000 Extension, Lotissement Jean Mermoz, ZAC Parc Eureka, ZAC Quartier Eureka Extension, ZAC Odysséum, ZAC Garosud – Garosud Extension, ZAC Cannabe Cournonterral, Lotissement Charles Martel, ZAC Euromédecine II, ZAC et Lotissement Marcel Dassault, ZAC Dassault Extension) ;
- o Ville de Montpellier (ZAC Port Marianne Rive Gauche, ZAC Port Marianne – Jacques Cœur, ZAC Port Marianne – Parc Marianne, ZAC Port Marianne Consuls de Mer, Quartier de la BAUME, ZAC Port Marianne – Les Jardins de la Lironde, ZAC Malbosc, Opération Grand Cœur, ZAC Ovalie, ZAC Nouveau Saint Roch, ZAC des Grisettes, Groupe Scolaire ZAC Nouveau Saint Roch) ;
- o Commune de Saint Jean de Védas (ZAC Roque Fraisse) ;
- o Commune de Saint Brès (ZAC Cantausse) ;
- De l'immobilier d'entreprises (VEAS Parc 2000, Hôtel d'Entreprise du Millénaire, Atelier Relais du Millénaire, CAP Gamma-Biopôle Euromédecine, CAP Delta-Biopôle Euromédecine, CAP Sigma-Biopôle Euromédecine, VEAS Hannibal) ;
- Des opérations en groupement (CHU de Montpellier Nouvelle Centrale de Secours, Assistance en MO construction nouveau campus MBS) ;
- Des opérations en propre par le biais de ses filiales (Immeuble Cassiopée – opération de construction au sein de la ZAC Beausoleil, ZAC Cité Créative Réhabilitation et extension ancien musée EAI).

Concernant les filiales de la SERM :

Au 31 décembre 2022, la SERM est actionnaire des sociétés, SERM.ID (51%), ENERGIES DU SUD (36.11%), ANDROMEDE (90%), MUSEE EAI (90%), MONTPELLIER EVENTS (1.67%). Le 29 décembre 2022, la SERM est devenu actionnaire d'ALTEMED à hauteur de 40%.

La SERM détient aussi toujours en 2022 des participations à hauteur de 36,11% dans la SAS Energie Sud au capital social de 3 600 K€ détenu également à hauteur de 33,89% par La Caisse des Dépôts et Consignations, de 15% par Engie, de 10% par la Caisse d'Epargne Languedoc Roussillon et 5% par Dexia. Par le biais de sa filiale, la SERM détient des participations dans la SAS Héliotam et la SAS Société Photovoltaïque Montpellier Méditerranée (SPMM), la SAS SPAC (Production d'Electricité Photovoltaïque), AMM PV (Projet d'ombrières photovoltaïques de l'Aéroport de Montpellier), et Montpellier Horizon Hydrogène (MH2) créée le 29 octobre 2020. Le chiffre d'affaires net 2022 de la société Energie du Sud termine à 2 999 K€ contre 2 583 K€ en 2021. Le résultat net après IS termine à 191 K€ contre – 451 K€, comprenant 390 562 € de provisions pour dépréciation de la participation dans HELIOTAM à la suite de la révision tarifaire annoncée fin 2021 (-70%) et risquant de compromettre l'exploitation d'HELIOTAM.

La SAS MH2 a été créé en date du 29/10/2020, filiale composée d'Energies du Sud (50%) et d'EDF Hynamics (50%) pour un capital de 20K€. Elle portera le projet de production d'hydrogène mobilité de Montpellier Méditerranée Métropole, et notamment celui d'alimenter en hydrogène vert deux futures lignes de bus de la TaM. Le premier exercice s'est terminé le 31 décembre 2022 est de -2 K€.

La SAS SERM.ID, a été créée en juin 2019 avec un capital social de 2 800 000,00 €. Cette structure d'Immobilier Durable (ID) répond aux besoins et enjeux du territoire dans l'accompagnement d'implantation d'entreprises, l'acquisition de surfaces commerciales pour le déploiement des circuits commerciaux de la Ville, la réalisation d'opérations complexes de bureaux, d'équipements et de logements. La société a vocation à prendre des participations dans des sociétés de projets patrimoniaux autour des compétences suivantes : immobilier d'entreprise, commerces, logements accessoires. Son actionnariat est composé de la SERM (51 %), la Caisse des Dépôts et Consignations (20 %) et la Caisse d'Epargne Languedoc-Roussillon (29 %). En 2022, SERM.ID ne réalise pas encore de chiffre d'affaires et termine avec un résultat de – 63K€.

La Société par Actions Simplifiée Unipersonnelle (SASU) CASSIOPEE a été créée en date du 26/07/2019 avec un capital social de 1 000,00 € ; elle est détenue à 100% par la SERM.ID. Elle a vocation à porter un

patrimoine immobilier. A cet effet, elle a déposé un permis de construire en date du 02/08/2019 en vue d'édifier un immeuble de bureaux d'une surface de plancher de 7 831m² au sein de la ZAC BEAUSOLEIL. Ce permis a été obtenu le 21/11/2019. A la suite de la décision du futur occupant d'acquérir le bâtiment au lieu d'en être locataire, le permis a par la suite été transféré à la SCCV ANDROMEDE (filiale de la SERM). La société sera donc clôturée en 2022. La société a consommé plus de la moitié de son capital social mais sera liquidée à l'arrêtée des comptes 2022.

La SCCV ANDROMEDE, Société Civile de Construction Vente, a été créée en date du 29/07/2019 avec un capital social de 1 000,00 €, pour l'opération de construction d'un immeuble de bureaux au sein de la ZAC BEAUSOLEIL. Son actionnariat est composé de la SERM (90 %) et de Canopée Promotion (10%). La production stockée s'élève à 7 821 K€. Le projet n'étant pas en activité, aucun chiffre d'affaires ni résultat n'ont été réalisés sur l'exercice 2022.

La Société Civile de Construction Vente (SCCV) MUSEE EAI a été créée en date du 06/02/2020 avec un capital social de 1 000,00 €. Son actionnariat est composé de la SERM (90 %) et de Canopée Promotion (10%). Elle a pour objet la réhabilitation et l'extension de l'ancien Musée sur la ZAC Cité Créative, bâtiment réservé aux Industries Culturelles et Créatives (ICC). La société ne réalise aucun chiffre d'affaires comme en 2022 et ne dégage aucun résultat. Sa production stockée s'élève à 2 709 K€.

Concernant les perspectives de la SERM, l'année 2023 sera marquée par :

- Le soutien de l'activité économique avec la poursuite des investissements au travers des concessions d'aménagement (40 M€ TTC en 2023) imputés en stocks ;
- Le lancement du choc de l'offre visant à mettre 8000 logements en consultation sur deux ans (4 782 consultations ont été lancées en 2022, les objectifs 2023 portent sur 2 165 logements) et la poursuite du programme « *Folies du XXIème Siècle* » ;
- Le développement du Réseau Montpelliérain de Chaud et de Froid, en application de l'avenant n°7 de la Délégation de Service Public (20 M€ d'investissements sont notamment programmés sur 2023) ;
- L'avenant 9 à la DSP Réseau Montpelliérain de Chaud et de Froid pour modifier l'indice d'actualisation des tarifs de gaz, lié à la fin du TRV Gaz au 30 juin 2023.

SAEML SFMA

Par délibération n°M2020-163 du Conseil de Métropole en date du 31 juillet 2020 et en date du 15 septembre 2020, Montpellier Méditerranée Métropole a désigné Madame Eliane LLORET pour la représenter au sein du Conseil d'Administration et aux Assemblées Générales, aux côtés des représentants suivants siégeant au conseil d'administration : Florence BRAU, Zohra DIRHOSSI, Nathalie LEVY, Joël VERA, Sophie MANSOURIA, Bruno PATERNOT et Brigitte DEVOISSELLE.

Le capital de la société, inchangé en 2022, s'élève à 1 210 000 €. Montpellier Méditerranée Métropole est actionnaire principal avec 82.64% du capital et détient 8 sièges sur 12 au Conseil d'Administration, dont le poste de Présidence dévolu à Madame Eliane LLORET. La société est également détenue par les partenaires privés que sont les mutuelles et assurances (Groupe Languedoc Mutualité, MUTAC, MNT), les banques (Caisse d'Epargne, Crédit Coopératif, Crédit Mutuel) et d'autres sociétés de pompes funèbres publiques pour un total de 17.36% des parts.

La SAEML SFMA dispose d'une délégation de service public relative à l'exploitation du service extérieur des pompes funèbres et du crématorium de Montpellier Méditerranée Métropole depuis le 1^{er} janvier 2015, pour une durée de 15 ans.

Au cours de l'exercice 2022, le Conseil d'Administration s'est réuni à 3 reprises : le 2 février, le 10 mai et le 22 septembre.

L'Assemblée Générale des actionnaires s'est réunie en Assemblée Générale Ordinaire (AGO), le 16 juin 2022 pour statuer sur les comptes de l'exercice 2021. L'AGO d'approbation des comptes 2022 s'est tenue quant à elle, le 19 juin 2023.

La société est représentée par sa Présidente, Eliane LLORET et son Directeur Général, Gilbert SAINTE MARIE.

L'année 2022 a été une année opérationnelle intense notamment en raison d'une mortalité importante. La part de marché obsèques s'élève à 50.68% en hausse par rapport à 2021 (47.3%). Cependant on constate un fort développement de la concurrence. L'activité a été soutenue tout au long de l'année avec :

- 1 959 convois contre 1 788 en 2021, soit +9.6% ;
- 1 141 urnes contre 1 020 urnes en 2021, soit +12% ;
- 2 149 admissions en salons funéraires contre 2 059 en 2021, soit +4.37% ;
- 2 669 crémations contre 2 434 en 2021, soit +9.7%.

A cela s'ajoute l'activité de prévoyance avec 190 nouvelles adhésions sur l'exercice 2022 et 1 601 contrats actifs au 31 décembre 2022.

L'effectif de la société est de 49 collaborateurs au 31 décembre 2022, dont 1 fonctionnaire mis à disposition par Montpellier Méditerranée Métropole. En 2022, il a été constaté 4 départs et 4 arrivées.

Des signalements de harcèlement sexuel et moral, évoqués au Comité Social et Economique en février 2022, ont été pris très au sérieux par la société qui a fait appel à un cabinet externe Stimulus pour enquêter. L'enquête confirme qu'il n'y a pas fait de harcèlement sexuel ou moral avéré. Une plainte a été déposée en octobre 2022 par une partie des salariés, à ce jour la société n'a pas été convoquée par la police ou la justice.

Les efforts continus en matière d'actualisation des équipements, de la gamme de fournitures, des formations et procédures de méthodologies funéraires, de sécurité et de qualité, ainsi que la mobilisation de l'ensemble des collaborateurs, ont permis de maintenir des taux de satisfaction et de recommandations élevés et d'aboutir au renouvellement de la certification « *NF services funéraires – organisation d'obsèques* ».

Le chiffre d'affaires en hausse de 7.4%, s'élève à 6 818 K€ (6 347 K€ en 2021) et se répartit de la manière suivante :

- 71.7% pour l'activité « *pompes funèbres* » (4 890 K€ contre 4 592 K€ en 2021, soit +6.5%) ;
- 26.8% pour l'activité « *crémation* » (1 829 K€ contre 1 673 K€ en 2021, soit +9.3%) ;
- 1.5% autres recettes (commission Mutac, recyclage métaux, ...).

Malgré un contexte inflationniste compliqué, la société a pu démontrer sa compétence et son savoir-faire en maintenant les prix, en effet le tarif général 2022, pour la 6^{ème} année consécutive, n'a pas fait l'objet de revalorisation.

Les charges d'exploitation s'élèvent à 5 885 K€ en hausse de 4% par rapport à 2021 (5 654 K€). Les hausses portent essentiellement sur :

- La hausse des achats de marchandises et prestations + 38.5 K€ en lien avec l'accroissement de l'activité ;
- Les frais de personnels (y compris le personnel mis à disposition) qui représentent 46% des charges d'exploitation et affichent une hausse de 3.2% incluant la constatation d'une prime de partage de la valeur (prime « *Macron* ») à la suite de l'activité soutenue de 2022 pour 62 K€ et une prime d'intéressement de 82 K€ (75 K€ en 2021) ;
- Les charges liées aux fluides avec une hausse de 51% soit 86 K€ ;
- Les charges liées au cabinet Stimulus 49 K€ (enquête sur les harcèlements, hotline 24 heures / 24 et présence de psychologues sur place 1 jour par semaine durant le dernier trimestre).

Les redevances versées à Montpellier Méditerranée Métropole s'élèvent à 553 K€ (537 K€ en 2021).

Le résultat net s'élève à 699 K€, en hausse de 41.4% par rapport à 2021 (495 K€) ; décomposé d'une part de l'activité inhumation (-270 K€) et d'autre part de l'activité crémation (970 K€).

Le montant global des acquisitions 2022 est de 253 K€ pour du matériel industriel d'exploitation (mobilier, outillage, véhicules, ...) ainsi que l'acquisition d'un nouveau logiciel de gestion.

Les capitaux propres de la société s'élèvent désormais à 6 219 K€ (5 517 K€ en 2021). La SAEML SFMA continue de conforter ses fonds propres pour les investissements futurs.

La société n'a reçu aucune avance en compte courant, ni aucune garantie d'emprunt de la part de Montpellier Méditerranée Métropole.

Dans le cadre des perspectives, à l'horizon de l'année 2024, un projet d'extension du complexe funéraire souhaité par Montpellier Méditerranée Métropole et conforme aux obligations contractuelles, prévoit la création de plusieurs nouveaux salons funéraires et d'une salle de cérémonie afin de réduire la tension d'occupation, en corrélation avec l'implantation sur le site de Grammont du futur cimetière métropolitain. Par ailleurs, la société continue ses actions tant dans le maintien de la qualité que dans le développement et la recherche de modernisation tels que de nouveaux services ou prestations proposés dès l'application du nouveau tarif en mai 2023.

SAEML SOMIMON

Par délibération n° M2020-163 du Conseil de Métropole en date du 31 juillet 2020, Montpellier Méditerranée Métropole a désigné Monsieur Michaël DELAFOSSE pour la représenter aux Assemblées Générales et conseils d'administration de la SOMIMON, aux côtés des 4 représentants suivants dans le cadre du Conseil d'administration : Michel ASLANIAN, Roger-Yannick CHARTIER, Guy LAURET, et Jackie GALABRUN BOULBES.

La SOMIMON réalise l'exploitation du Marché d'Intérêt National (MIN) de Montpellier dans le cadre d'une délégation de service public avec la Métropole portant sur 60 années au total, le contrat ayant été prolongé de 20 ans en 1984, et de 10 ans en 1986. La zone de chalandise s'étend de Béziers à Montpellier jusqu'à Nîmes et Millau. La société assure ainsi la mise sur le marché et la distribution des produits alimentaires de grande consommation sur une zone en plein essor démographique.

Au 31 décembre 2022, le capital social de 240 000 € de la SAEML SOMIMON est inchangé. Montpellier Méditerranée Métropole détient 50% des parts aux côtés de la Ville de Montpellier qui en détient 8%. Les parts sociales des actionnaires privés restent inchangées à hauteur de 42% et se composent essentiellement des partenaires suivants : la Caisse des dépôts et consignations (24%), la CCI (8%), la Chambre d'agriculture de l'Hérault (4%), le Crédit Agricole du Languedoc (4%), la société BRL (2%).

Montpellier Méditerranée Métropole détient ainsi 5 sièges sur 10 au conseil d'administration de la société. La société est présidée par Marie MASSART, représentante de la Ville de Montpellier.

Au cours de l'exercice 2022, le Conseil d'Administration s'est réuni le 24 mai 2022 et le 13 décembre 2022. L'AGO s'est tenue le 20 juin 2022 pour statuer sur les comptes de l'exercice 2021 et le 16 mai 2023 sur les comptes de l'exercice 2022.

L'effectif de la société était de 21 agents au 31 décembre 2022 soit 17 ETP, dont le Directeur Général Monsieur Olivier LAURO, en tant que personnel mis à disposition par la SCET GE.

En 2022, la société poursuit sa politique de développement de services en adoptant une stratégie toujours fondée sur la logistique urbaine de proximité, les nouveaux modes de consommation et de production locale.

Le MIN développe son activité autour des filières suivantes : la filière agroalimentaire, la filière « *fruits et légumes* » (qui représente une activité essentielle pour la société et qui conforte son attractivité à travers les enjeux développés en termes de proximité, qualité, fraîcheur et diversité des produits proposés), la filière « *autres produits alimentaires* » (intégrant les viandes, volailles, condiments, produits secs..), l'activité horticole et florale, et l'activité de « *plate-forme frigorifique* » (qui réside dans la mise à disposition de chambres dédiées, à température dirigée).

Parmi les éléments notables et les perspectives de développement, du MIN, il convient de noter que Montpellier Méditerranée Métropole met en œuvre une étude portant sur le Schéma Directeur du MIN.

La mise en œuvre des missions du Marché d'intérêt National, par l'action de la SOMIMON, contribue pleinement à la Politique Agroécologique et Alimentaire (P2A) dont la révision a été approuvée par le Conseil de Métropole du 25 janvier 2022. La P2A, labellisée Projet Alimentaire Territorial, vise à répondre à cinq finalités :

- Proposer une alimentation saine et locale au plus grand nombre et assurer la continuité des approvisionnements ;
- Soutenir l'emploi agricole et agroalimentaire local ;
- Préserver les ressources naturelles (biodiversité, quantité et qualité des eaux, des sols et de l'air) et le patrimoine paysager ;
- Limiter les émissions de gaz à effet de serre, s'adapter aux évolutions climatiques ;
- Contribuer à la cohésion sociale, au sein de la ville, et entre l'urbain et le rural.

La P2A s'articule autour de 3 orientations opérationnelles et 2 orientations transversales :

- Orientation 1 : Façonner un territoire agroécologique ;
- Orientation 2 : Structurer un approvisionnement durable et résilient ;
- Orientation 3 : Permettre à tous les habitants d'accéder à une alimentation de qualité et choisie ;
- Orientation 4 : Diffuser les savoirs et promouvoir l'innovation ;
- Orientation 5 : Construire une gouvernance territoriale agroécologique et alimentaire.

Le MIN constitue un outil opérationnel central pour la mise en œuvre de la structuration d'un approvisionnement durable (Orientation 2). En effet, par le carreau des producteurs et le pôle de transformation notamment, la SOMIMON contribue à la structuration des filières de produits locaux de qualité et à leur commercialisation en circuit court sur le territoire. La SOMIMON dynamise le carreau des producteurs :

- En organisant un carreau mensuel des produits transformés en partenariat avec les Centres d'Initiatives pour valoriser l'Agriculture et le Milieu rural (CIVAM) et la Chambre d'Agriculture ;
- En communiquant sur son catalogue produit « *Cueilli ce matin, disponible cet après-midi* ».

Le pôle de transformation continue de se développer avec plusieurs agrandissements et l'arrivée de nouveaux acteurs (BONCIEL, Atelier confiture de lait). La SOMIMON a lancé une étude de diagnostic de l'offre de transformation agroalimentaire, afin de mieux positionner le développement du pôle.

Le MIN a ainsi également participé à la démarche collaborative de construction de la plateforme web BOCAL (« *Bon et Local* ») proposant une cartographie interactive des points de vente de produits locaux en circuits courts.

Le MIN accompagne également l'accessibilité alimentaire (Orientation 3), en mettant en œuvre et contribuant à diverses initiatives (chèques service, structuration pôle solidarités, projet des Bocaux solidaires)

Au niveau des concessionnaires implantés au sein du MIN, on dénombre 213 opérateurs ; dont 75

concessionnaires, 42 permanents et 30 saisonniers. On note 12 arrivées, 9 départs et 3 agrandissements en 2022. 20 transformateurs locaux utilisent les chambres de stockage et le service de la plateforme logistique du MIN, gérés par la SOMIMON.

Depuis 2018 la SOMIMON a constitué un groupement d'employeurs permettant de mutualiser des emplois en mettant à disposition des salariés dans les entreprises adhérentes au projet, notamment les caristes, chauffeur livreur, secrétaires, préparateur de commandes, agent d'entretien, ingénieur agro-alimentaire, etc. Le groupement permet de recruter des profils compétents, de répondre au *turn-over* et de fidéliser les emplois saisonniers. L'action de la SOMIMON contribue à valoriser les productions locales et à créer/maintenir des emplois sur le territoire, notamment avec le recrutement à temps partiel d'un chargé de créance et un responsable qualité.

L'exercice 2022 ressort en bénéfice de 22 K€. Les capitaux propres de la société progressent et s'élèvent à 1 190 K€.

Les produits totaux représentent 3 281 K€ (en baisse de -15 K€, -0,4%) pour un total de charges de 3 258K€ (soit -20 K€, -0,6%).

Le chiffre d'affaires hors taxes de l'exercice s'établit à 3M€ (soit -17 K€, soit -0,6% par rapport à 2021), dont 700 K€ pour la filière fruits et 740 K€ pour la filière agroalimentaire, en progression (+38 K€ soit +5%), et 591 K€ pour la plateforme entreposage, (+43 K€ soit +8%), qui représente 20% du chiffre d'affaires. La part de la filière agroalimentaire progresse avec 45% de parts, en phase avec le souhait de privilégier les entreprises agroalimentaires créatrices d'emplois. La redevance versée à Montpellier Méditerranée Métropole s'est établie à 265 K€ (255 K€ en 2021).

Les éléments financiers au 31 décembre 2022 s'inscrivent toujours dans la politique d'accompagnement ambitieuse de la SOMIMON, avec le maintien d'une participation aux investissements des opérateurs.

Un nouveau programme d'investissement (2021-2023) a été autorisé dans la continuité de l'avenant 10 de la DSP.

Pour rappel fin 2021, date de fin du plan triennal des investissements (avenant 10), les travaux ont été réalisés pour 1 202 K€ soit 68% du prévisionnel (pôle transformation et fermeture carreau producteur, création de cases supplémentaires, extension de la halle horticole), permettant ainsi de renforcer l'attractivité du MIN avec l'enrichissement des synergies sur les métiers de cœur d'activité.

En 2022, la SOMIMON a poursuivi les travaux pour 186 K€ relatifs au local de charge du pôle transformation, aux travaux sur le portique de l'entrée, à la sécurisation incendie du bâtiment administratif.

Concernant les perspectives 2023, le nouveau programme d'investissement pour la période 2021-2023 inclut l'extension du pôle de transformation et des travaux d'aménagements (création d'un local de charge, dispositif de tri sélectif, réaménagement de cases). La SOMIMON poursuit son activité dans le cadre de la stratégie définie par Montpellier Méditerranée Métropole, et dans la perspective de la mise en œuvre du nouveau schéma directeur, en cours de réalisation. A noter en 2023, la nouvelle gestion de quai mutualisé accordée à la SOMIMON par l'accueil de plusieurs transporteurs sur un entrepôt multi-produits partagé dit « *quai mutualisé* ».

SPL TaM

Par délibération n°M2022-231 du Conseil de Métropole, en date du 31 mai 2022, Montpellier Méditerranée Métropole a désigné Monsieur Jean-Luc SAVY pour la représenter aux Conseils d'Administration et aux Assemblées Générales de la SPL TaM aux cotés des représentants suivants siégeant au conseil d'administration : Mathilde BORNE, Clara GIMENEZ, Coralie MANTION, Sébastien COTE.

L'année 2022 marque la transformation de la forme juridique de la société qui a vu son statut évolué de SAEML à Société Publique Locale (SPL).

Le capital social à hauteur de 4 286 K€, bien qu'inchangé en 2022 dans son montant global, a vu sa répartition modifiée à la suite du passage de SAEML en SPL. Montpellier Méditerranée Métropole détient 68.63% du capital de TaM et est représentée par 5 élus au sein du Conseil d'Administration, aux côtés de la Ville de Montpellier (31.08%) avec 2 représentants dont le Président, et la Ville de Pérols (0.29%, 1 représentant).

Au cours de l'exercice 2022, le Conseil d'Administration s'est réuni à 7 reprises les 5 janvier, 16 février, 20 avril, 30 mai, 29 juin, 7 juillet, et 26 octobre. L'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires s'est réunie le 29 juin 2022 pour statuer sur les comptes de l'exercice 2021. Une Assemblée Générale Extraordinaire a également eu lieu le 29 juin pour approuver la transformation de la SAEML en SPL et prendre acte des nouveaux représentants.

Au cours de l'année 2022, la société a été représentée selon deux modes de directions :

- Du 15 octobre 2021 au 3 avril 2022 par un Président Directeur Général Laurent NISON, avec délégation des pleins pouvoirs à un Directeur Général Délégué, Nicolas SILBERZAHN ;
- Du 4 avril 2022 au 9 février 2023 par son Président, Laurent NISON et un Directeur Général, Laurent SENIGOUT.

L'année 2023 voit l'arrivée d'un nouveau Directeur Général, Loic MESSNER au 15 mai 2023.

En 2022, la société TaM s'est attachée à poursuivre et développer ses activités telles que la gestion des transports urbains, l'extension du réseau de transports en commun, la gestion des horodateurs sur voirie, le stationnement en ouvrages ainsi que les activités en mandats, tout en maîtrisant au mieux les impacts de la crise sanitaire et de la crise énergétique.

L'effectif moyen de la société s'établit à 1 189 au 31 décembre 2022 (1 142 en 2021).

En 2022, plusieurs événements majeurs ont impacté l'entreprise :

- La transformation de la SAEML TaM en SPL mi 2022 (AGE 29/06/2022), avec rachats des parts des actionnaires privés par les deux actionnaires publics Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- L'entrée au capital de la Ville de Pérols dans la SPL en octobre 2022 (cession de 100 actions, soit 0,29% des parts de la Métropole à la Ville de Pérols) ;
- L'entreprise est déficitaire pour la 3^{ème} année consécutive à hauteur de -8,7 M€ ;
- Une forte hausse du coût de l'énergie, à la suite de la crise énergétique ;
- Une offre kilométrique impactée par les travaux de rénovation et de remplacement des rails et aiguillages ;
- Une forte inflation non répercutée dans l'indexation de la SFE (plafond et décalage de 18 mois des indices).

Toutes activités confondues, les comptes de TaM affichent un total des produits de l'ordre de 112 M€ (+0.9 M€ par rapport à 2021 soit +0.8%). Le montant des charges se porte à hauteur de 121 M€ (en évolution de +8 M€ soit +7.1%).

Le Résultat net comptable s'affiche encore en déficit à hauteur de -8 732 K€ pour 2022, plus important que le déficit de 2021 (-1 586 K€) (RNC -6,8 M€ en 2020 ; 1,2 M€ en 2019 ; 613 K€ en 2018). Le déficit est atténué par 1,9 M€ de reprise d'une partie de la provision retraite que la Chambre Régionale des Comptes avait recommandé de constituer en 2021. Hors reprises de provisions exceptionnelles, le résultat 2022 aurait été de -10.6M€.

Les capitaux propres de la société s'élèvent à 20,8 M€ (contre 19.3 M€ en 2021) soit 17% du total du bilan. Ils sont composés du capital social de 4.3 M€, des subventions d'investissement de 25.8 M€ et un report à nouveau porté à -10 M€.

La situation nette est pour la première fois négative à -5.0 M€ (contre 3.6 M€ en 2021, 8.8 M€ en 2020).

On note une diminution du niveau de trésorerie passant de 50,6 M€ à 43,4 M€, dont 12,5 M€ de valeurs mobilières de placement.

La société a par ailleurs continué à bénéficier de mesures d'aménagement de sa trésorerie afin de faire face aux difficultés de gestion corrélées à la crise et à la baisse des recettes d'activités. Dans ce cadre, la Métropole a approuvé, selon les termes de l'avenant 5, la modification des modalités de versements des acomptes (SFE, GER, compensations) en trimestre à échoir et a approuvé une indemnisation d'imprévision de 15 M€ versée en 2023 relative à la crise économique et énergétique mondiale subie en 2022 et en 2023.

Activité Transport

La DSP Transport, attribuée à TaM, a débuté le 1^{er} juillet 2018 pour une période de 6 ans. Une subdélégation pour les services suburbains, le transport à la demande (TAD) et les services liés aux sorties éducatives, a été attribuée à la SAS T3M détenue à 100% par Transdev.

Avec 36.5 millions de déplacements validés contre 32.6 en 2021 et 27.4 en 2020, les validations 2022 affichent une belle progression (+11.4%). Mais comparées à l'année 2019 de référence (50 millions de déplacements validés) elles demeurent en moyenne en baisse de -27%. Le nombre de voyages sur le réseau suburbain augmente également (+15.2%), tout en restant inférieur à 2019 (-9.4%).

Les produits (82,7M€) augmentent de 3,5M€ par rapport à 2021 (-8,5M€ / 2019) :

- 23.4 M€ de recettes clients, en baisse de -7,4% soit -1.9 M€ par rapport à 2021 du fait d'une part plus importante de clients bénéficiant de Pass gratuité et tarif réduit ;
- 9.7 M€ de compensation gratuité (3 M€ phase 1 et 6,7 M€ phase 2) contre 5,5 M€ en 2021. A fin 2022, ce sont 200 751 clients qui possèdent un pass gratuité actif ;
- 37.6 M€ de SFE, en hausse de 5% soit +1.8 M€ (35,8 M€ en 2021), mais la SFE intègre 1,2 M€ d'indemnisation travaux L5 (+0,8 M€ / 2021). Une SFE de 12.8 M€ est également versée à T3M dans le cadre de la DSP Transport ;
- 6.9 M€ de compensations sociales et scolaires, -17.3% soit -1.4 M€.

Les charges (94,9M€) augmentent de 13,3 M€ / 2021 (et +3,8M€ / 2019) :

- +0,8 M€ Energie ;
- +3,8 M€ de frais de personnel (hausse des effectifs) ;
- +8 M€ sur les dotations et divers hors exploitation, l'année 2021 enregistrait des reprises exceptionnelles de provisions pour 7.2 M€.

L'activité transport génère une perte de -12.2 M€, contre -2,4 M€ en 2021.

La contribution totale pour TaM et T3M, versée par Montpellier Méditerranée Métropole (hors subvention d'investissements) s'élève à 71.8 M€ TTC (67 M€ TTC en 2021) dont 57.2 M€ TTC pour TaM.

Mandats et Assistance à Maîtrise d'Ouvrage

TaM réalise les opérations Tramway dans le cadre de mandat de maîtrise d'ouvrage. Le chiffre d'affaires de l'activité mandats et maitrise d'ouvrage pour 2022 s'établit à 2.2 M€ (1.9 M€ en 2021) et présente un résultat équilibré.

Les mandats en cours en 2021 ont permis à TaM de travailler sur les études de l'extension de la ligne 1 (L1) vers la gare TGV Sud de France et la reprise des études de la ligne 5 (L5) dont la quasi-totalité de l'équipe a été recrutée fin 2022.

Stationnement (en ouvrages et sur voirie)

Concernant la gestion des parkings de centre-ville de Montpellier, TaM a été désignée en tant que délégataire pour la gestion des parkings Comédie (2014-2023), Antigone (2014-2023), Gambetta (1987-2029), Europa (1996-2035) et Saint Roch (2015-2030). TaM détient également la gestion du parking du Corum (2020-2027) avec Montpellier Méditerranée Métropole en tant que subdélégataire de la SAEML Montpellier Events.

Après l'impact de la crise sanitaire entre 2020 et 2021, ce sont les travaux aux abords des parkings Centre-Ville et les modifications de règles de circulation qui ont impacté la fréquentation en 2022, notamment Gambetta (chantier L5) et Comédie (végétalisation place et fermeture tunnel). A l'inverse le développement de la ZAC Nouveau Saint Roch a pleinement bénéficié au parking de la gare Saint Roch et a permis de résorber la perte de fréquentation occasionnée par le transfert de 30% du trafic TGV vers la gare Sud de France fin 2019, le parking Saint Roch a ainsi vu son résultat passer en positif en 2022 (97,2 K€).

La fréquentation « *horaire* » augmente de 8.2% par rapport à 2021, mais reste inférieure de 19% à celle de 2019. Le parking Saint Roch affiche une forte hausse de fréquentation (+28%) suivi par le parking du Corum (+25%) avec la reprise de l'événementiel et Europa (+36%). On note une hausse limitée sur Comédie (+4%) en raison des travaux et de la fermeture du tunnel. Sur Gambetta, la modification du plan de circulation du quartier et les travaux de la ville entamés fin 2021, ont accentué la baisse de fréquentation (-26.4% par rapport à 2021).

Le chiffre d'affaires « *horaire* » augmente de 828 K€ soit 15% par rapport à 2021, sans retrouver le niveau de 2019 (-15%).

La fréquentation « *abonnés* » est moins impactée par la crise (+1.5% / 2021) grâce au développement des abonnements sur Saint Roch (+58, soit +40%) et voit ses recettes en légère hausse de +1.6%.

L'ensemble des parkings du centre-ville affiche un résultat bénéficiaire de 65,4 K€ en hausse de 328 K€ principalement dû au bénéfice de Saint Roch (-262 K€ en 2021 dont déficit Saint Roch -322 K€).

Le montant des redevances versées à la Métropole s'élève à 1,5M€ (1,7 M€ en 2021) et 363 K€ pour Montpellier Events (DSP parking Corum).

Depuis septembre 2022, un nouveau marché en prestation de service pour la gestion du parking de l'Hôtel de Ville a été attribué à TaM, avec un résultat bénéficiaire de 21,8 K€.

La gestion du stationnement sur voirie a débuté en 2018 sous délégation de service public avec la Ville de Montpellier, pour une période de 7 ans (2018-2024), par une filiale dédiée de TaM, et détenue à 100%, la SAS TaM Voirie. Au 31 décembre 2021 la substitution du délégataire en faveur de TaM a été réalisée. Le stationnement sur voirie avec son 1^{er} exercice d'exploitation au sein de TaM, affiche un bénéfice de 665 K€.

Articulée avec la mise en place de la gratuité des transports, l'activité Voirie se développe tant en termes de périmètre d'intervention (nouvelles zones) que de diversification de l'offre (zones très courtes durée, abonnements professionnels...) et l'acquisition de 2 nouveaux véhicules LAPI (Lecture Automatiques de Plaques d'Immatriculation).

Le montant des redevances dues pour l'exercice 2022 s'élève à :

- 4 383 K€ pour la Ville de Montpellier (3.2M€ en 2021) ;
- 2 712 K€ pour la Métropole (1.7 M€ en 2021).

Centre de Formation des Apprentis (CFA)

Le CFA a ouvert une 1^{re} section à la rentrée 2018. En 2022 ce sont 20 apprentis (3 promotions débutées en 2021), qui ont suivi une formation au sein du CFA de TaM.

La loi Avenir professionnel de septembre 2018 et la réforme de taxe d'apprentissage ont réduit de 2/3 le financement du CFA, d'où un déficit en 2022 de -100 K€ (-11 K€ en 2011, 152 K€ en 2020).

Autres activités des contrats privés

La transformation de TaM en Société Publique Locale au 29 juin 2022 prive TaM de la contribution économique de 7 contrats privés au financement des charges de structures de la direction stationnement. Le premier semestre 2022 affiche pour ces contrats un déficit de 37,9 K€ (-111 K€ en 2021).

A la sortie progressive de la crise sanitaire, est venue s'ajouter la guerre en Ukraine dont les impacts sur l'inflation et le coût des matières premières sont importants.

De plus, des modifications d'offre du réseau impulsés par Montpellier Méditerranée Métropole restent à déployer, ainsi que la poursuite de la mise en œuvre de la gratuité des transports pour les habitants de la Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte des rapports annuels des administrateurs de la SPL ARAC Occitanie, la SAEML MONTPELLIER EVENTS, la SPL OCCITANIE EVENTS, la SPL SA3M, la SAEML SERM, la SAEML SFMA, la SAEML SOMIMON et la SPL TaM pour l'exercice 2022 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 24/07/23

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 juillet 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230711-238626-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 24/07/23

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 1. Rapport ARAC.pdf
- 2. Rapport Montpellier Events.pdf
- 3. Rapport Occitanie Events.pdf
- 4. Rapport SA3M.pdf
- 5. Rapport SERM.pdf
- 6. Rapport SFMA.pdf
- 7. Rapport SOMIMON.pdf
- 8. Rapport TaM.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.